

TRIBUNAL CRIMINEL D'ALGER

Report surprise du procès
de l'affaire Sonatrach I

Contre toute attente, le procès de l'affaire Sonatrach-1 n'a pas eu lieu. Il a été reporté à la prochaine session sur décision du président du tribunal criminel. Motif : absence de 29 témoins sur les 108 convoqués par la justice.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - C'est la seconde fois consécutive que le procès est reporté. Il y a un mois de cela, il a été renvoyé au 7 du mois en cours pour les mêmes motifs, soit l'absence des témoins considérés par la défense comme «importants». Encore une fois, la salle s'est avérée trop exiguë pour contenir l'assistance nombreuse venue suivre le procès. La décision du renvoi a soulevé quelques interrogations chez la défense pour qui «les prévenus sont dans l'attente d'être jugés et on ne voit pas pourquoi on décide aujourd'hui de renvoyer le procès à la prochaine session», s'est exclamé M^e Aït Larbi Mokrane qui assure la défense du père et du fils Meghaoui. D'ailleurs, l'intervention de M^e Aït Larbi plaidant la liberté provisoire pour ses clients a mis en émoi l'assistance. L'épouse Meghaoui Lyes

Bachir a éclaté en sanglots. «C'est dramatique ce qui se passe, M. le Président. Mes clients, le père et le fils Meghaoui sont en prison depuis cinq années et demie et aujourd'hui, on décide de renvoyer le procès sous prétexte que des témoins n'ont pas répondu à la convocation de la justice. De quel droit mettons des prévenus en détention préventive pour une durée de cinq années ? C'est grave. Mon client et son fils sont dans la même prison depuis cinq années et leur famille est aujourd'hui disloquée suite à ce drame. M. le Président, vous êtes garant de l'application de la loi. Nous vous demandons de bien vouloir accorder la liberté provisoire aux fils et père Meghaoui. Ils présentent toutes les garanties», a conclu l'avocat. Applaudissements dans la salle. Le président du tribunal inter-



Photo : DR.

Le procès de l'affaire Sonatrach-1 n'a pas eu lieu.

vient pour ramener le calme : «Nous sommes dans un tribunal et non pas dans un meeting politique» rappelle-t-il. La demande de la liberté provisoire a été également évoquée et plaidée par la dizaine d'avocats. Trente minutes plus tard, le président du tribunal rend son verdict : «Dans la forme, le tribunal crimi-

nel a accepté la demande introduite par la défense au sujet de la liberté provisoire mais dans le fond, elle est rejetée.» Douche froide et stupéfaction dans la salle. Le verdict prononcé par le président du tribunal criminel n'a fait que confirmer la demande de l'accusation. Pour le procureur de la République, «si les

avocats ont exprimé leur colère de voir leurs clients en détention provisoire depuis cinq années, moi en ma qualité de représentant du ministère public, je suis aussi en colère de voir le phénomène de la corruption prendre de l'ampleur et de voir dilapider les biens du peuple».

A. B.

ÉMIGRATION CLANDESTINE

16 harraga
sauvés au large
de Annaba

Deux groupes de harraga à bord de deux embarcations de fortune, au nombre de 26 personnes âgées de 21 à 31 ans, ont été interceptés dans la nuit de samedi à dimanche par les gardes-côtes de la façade maritime est, relevant de la 5^e Région militaire, au large des côtes annabes.

Le moteur de l'embarcation artisanale du premier groupe, composé de 16 jeunes, 15 originaires de Annaba et un de Jijel, sortis en mer de Chetaïbi, à 62 kilomètres à l'ouest du chef-lieu de la wilaya de Annaba, était tombé en panne. Ils déviaient dangereusement depuis 48 heures.

Leur mésaventure a été signalée aux gardes-côtes de Annaba. La décision de venir en aide à ces jeunes a été immédiatement prise par le commandement de la façade maritime est. L'opération de recherches et de sauvetage a duré 2 heures environ, à l'issue desquelles l'embarcation a été localisée par les gardes-côtes vers 20h à 22 milles (40 kilomètres environ) au nord-ouest de Ras-El-Hamra.

Finalement, les 16 jeunes ont été secourus et sauvés d'une mort certaine. Au retour des gardes-côtes avec les rescapés vers le siège du commandement de Annaba, une autre embarcation transportant 10 candidats à l'émigration clandestine a été interceptée cette fois-ci à 11 milles (20 kilomètres environ) au nord-est de Ras-El-Hamra. Ce dernier groupe est sorti de la plage d'échouage d'El-Battah, dans la wilaya d'El-Tarf. La totalité de ce deuxième groupe est originaire de Annaba. Les 26 harraga ont subi une visite médicale par le médecin du Samu, avant d'être auditionnés sur P-V et présentés au procureur de Annaba qui statuera sur leur cas.

Avec le retour du beau temps, les tentatives d'émigration clandestine vers les côtes nord de la Méditerranée, principalement Sardaigne (Italie), se sont multipliées ces derniers jours à partir de la région de Annaba.

En effet, aux 26 harraga interceptés ce dernier week-end vient s'ajouter la cinquantaine parmi lesquels deux mineurs et une jeune fille, arrêtés au milieu de la semaine écoulée.

A. Bouacha

PROCÈS DE L'AFFAIRE KHALIFA

L'avocat de la liquidation
enfonce Moumen Khalifa

La défense de la liquidation de la banque Khalifa, constituée partie civile dans le procès, a articulé, hier à Blida, sa plaidoirie autour de trois axes: à savoir l'abus des biens publics, l'inexistence de la notion de groupe dans la législation algérienne et la légalité de la liquidation et son choix efficient pour éviter un saignement supplémentaire des déposants.

Maître Ali Meziane a mis l'accent, dans son intervention devant le tribunal criminel de Blida, sur l'abus des biens publics opérés par les gestionnaires de Khalifa Bank, puisque la majeure partie des dépôts au sein des agences étaient ceux des institutions publiques avec plus de 56 milliards de dinars contre 12,6 milliards des déposants privés.

Il a exprimé, toutefois, le fait que ces dépôts publics «ont été faits simultanément, même si les témoins ont affirmé n'avoir pas reçu d'instructions».

«Contrairement à ce qu'on croit, les plus gros déposants relevaient du secteur public», a-t-il souligné, expliquant que l'ex-P-dg de cette banque, Rafik Abdelmoumène Khalifa, «disposait de l'argent des déposants à travers six ou sept agences et de la caisse principale avec la complicité de ses proches».

Ali Meziane a cité, pour étayer ses dires, le nombre élevé des écritures bancaires (251 360) en suspens dans des agences localisées, comme l'agence de Cheraga, avec 31 000 écritures, la caisse principale avec 2 279 écritures ou encore celle de Blida avec 66 000 écritures bancaires en suspens, rappelant que Khalifa Bank était déjà en cessation de paiement en 2002, s'inscrivant en faux, a-t-il dit, avec ceux qui prétendent qu'elle était «florissante». «Comment cette banque pouvait-elle être

en bonne santé financière, alors qu'elle avait un compte débiteur de 166 milliards de dinars et un déficit de 15 milliards de dinars», s'est-il interrogé.

L'avocat de la liquidation a tenu, par ailleurs, à apporter des précisions sur la notion de «groupe», utilisée par la défense de Rafik Khalifa tout au long du procès, indiquant que cette notion «n'existe pas dans la législation algérienne» et «le code du commerce dans son article 799 parle de groupement constitué par des personnes morales».

«Il n'y avait pas de groupe et ce ne sont pas des filiales», a lancé M^e Meziane, faisant valoir l'article 590 dans son alinéa 2 qui stipule qu'«une Eurl ne peut être associée qu'une seule fois à une société». L'article 795 stipule qu'«une prise de participation doit faire objet de présentation des procès verbaux lors des assemblées générales, lesquelles n'ont jamais eu lieu».

«Le statut juridique dudit groupe est nul et non avenu», a noté l'avocat, ajoutant que de ce fait l'utilisation des actifs des filiales pour sauver la banque ne pouvait se faire et la liquidation était «inévitabile».

Concernant ce dernier point, M^e Meziane a précisé que l'opération s'est faite dans la «transparence et en toute légalité» et que la liquidation «met à la disposition du tribunal des bilans et ce, depuis 2003», conformément aux directives de la commission bancaire.

«La liquidation a été faite dans la transparence et sans aucune arrière-pensée», regrettant le fait que des mesures n'aient pas été prises dès 2001 à l'occasion du premier rapport envoyé au ministère des Finances, car «on aurait pu éviter une année supplémentaire de saignement, on aurait abrégé la souffrance des déposants», a conclu l'avocat de la liquidation.

APS